

## FICHE DE REMARQUES

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Grangeon et fils Delta déchets Site inspecté : Orange Date de l'inspection : 15/11/2006

En cas d'omission, la liste des remarques reprises ci-dessous, établie à l'issue de la visite d'inspection, pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des remarques de l'inspection

Représentant de l'exploitant

Nom, fonction et Signature

Sophie PLATEL

Responsable de Site CSDV Coudoubert

[Signature]

## Remarques de l'inspecteur :

- Fournir une analyse sur les divers auxiliaires gaz issus du traitement du biogaz
- Positionner les techniques des torches en matière de diversités - par rapport à l'efficacité de traitement (TTD) en place
- Fournir les responsabilités techniques de l'installation déléguée au traitement des biogaz notamment en matière de gestion quotidienne des contrôles et incidents d'exploitation
- Vérifier le positionnement du caducrat pour rapport au décret sur les déchets BTP.
- PR F2E 002 - c ne pas voir les cas de vents forts

Commentaires de l'exploitant (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application):

• Un rapport de l'INERIS (DEC. 02.27.158. AIRC. n° 3166 JP) d'oct. 2002 sur la caractérisation des biogaz traité de ce sujet & objectif de cette étude était de connaître les émissions de divers polluants liés à la combustion des biogaz de diverses origines en moteurs, chaudières ou torchères. Il est spécifié au paragraphe 4.2.2. l'absence de PCDD (Dioxines)/PCDF (Furanes), que les données en PCDD/PCDF obtenues suite à expérimentation, conformément que le sujet des biogaz en PCDD/PCDF des installations de valorisation ou de destruction en torchères des biogaz n'avent pas pertinent, donc nécessaire.

• Il n'existe pas à notre connaissance de BREF spécifique relatif aux MTP destinés pour les centres de stockage des installations de traitement des biogaz et des lixiviats. Cette information nous a été fournie par la FRIADE.

• Cette remarque sera mise en compte lors de l'élaboration du contrat d'exploitation qui sera rédigé avec la société en charge de l'exploitation de la future unité de valorisation du biogaz.

• A notre sens notre installation de stockage de déchets inertes ne peut pas concerner par l'art. L541.30.1 du Code de l'Environnement puisqu'elle relève déjà d'un régime d'autorisation (cf. pièce jointe).

• La procédure a été adaptée au cas des vents faibles. En l'absence de vent la mise en place du dispositif anti-émission n'est pas systématique, cependant en l'absence de ce système la vigilance du chef de site et du responsable agréé est renforcée. (cf. procédure jointe).